

# Le royaume d'Espagne saigne sa population pour sauver ses banques privées

dimanche 26 août 2012, par [DUVAL Jérôme](#) (Date de rédaction antérieure : 23 août 2012).

## **Bankia, un cas emblématique de la crise bancaire espagnole**

Le sauvetage de BFA-Bankia, via la nationalisation de ses pertes et actifs toxiques, suivie d'une demande d'aide publique historique de 19 milliards d'euros (23,5 milliards en tout avec les aides déjà reçues), a précipité l'Espagne dans une hystérie politique rythmée par un pouls sous l'hypertension financière des échéances fixées par les créanciers. L'annonce le 9 juin 2012 par le gouvernement Rajoy - qui s'y était pourtant refusé - d'un plan de sauvetage pouvant atteindre 100 milliards d'euros (environ 10% du PIB) destiné à assainir l'ensemble du secteur financier espagnol met les marchés et les institutions financières internationales sous tension. Les réunions de l'euro groupe, du G20 ou les visioconférences se succèdent depuis Rome, Washington, Paris ou Bruxelles sans pour autant calmer la fureur des spéculateurs qui se déchaînent sur le marché de la dette. Pendant ce temps, la population pâtit de nouvelles mesures antisociales la plongeant dans une précarité d'une sévérité toujours plus extrême.

## **Bankia se crée sur la montagne d'actifs immobiliers des caisses d'épargne**

Au cœur de cette crise, BFA-Bankia, quatrième banque du pays en termes de capitalisation boursière avec ses plus de 10 millions de clients et ses quelque 380 000 actionnaires. Elle représente 10% du système financier espagnol. Sans doute la plus exposée aux crédits immobiliers à risque, elle est considérée comme une banque 'systémique' : sa faillite serait susceptible d'entraîner l'ensemble du secteur bancaire à sa perte et, au-delà, l'économie tout entière du pays. Bankia, ou plus exactement BFA-Bankia, né fin 2010, est le fruit d'un savant mélange qui permet d'isoler les actifs immobiliers problématiques des sept caisses d'épargne regroupées au sein de la maison mère BFA (Banco Financiero y de Ahorros). Celle-ci, aidée par l'Etat, opère comme la « bad bank » de Bankia. L'Etat se porte garant de la montagne d'actifs immobiliers douteux au sein de BFA pendant que sa filiale Bankia, débarrassée de ces actifs encombrants, tente d'attirer le capital des petits investisseurs par sa sortie en bourse. L'objectif est clair : transférer les risques, issus de la bulle immobilière, du secteur privé au public. Les contribuables, clients lésés et petits actionnaires fortement incités à le devenir par les recommandations irresponsables de la banque, seront directement touchés ; mais plus largement, la population espagnole dans son ensemble subira une nouvelle fois le fardeau d'une dette privée devenue publique. Il s'agit à nouveau d'une belle opportunité laissée aux banquiers, pourtant responsables d'investissements à haut risque débouchant sur des pertes astronomiques, de sauver leurs mises indécentes. Les gouvernements successifs de Zapatero (PSOE, gauche libérale) puis Rajoy (PP, droite libérale créée par le franquiste Manuel Fraga) choisissent de leur porter secours en les débarrassant du risque insoutenable découlant de la bulle immobilière et en injectant de l'argent ponctionné directement sur le budget de l'Etat, au détriment des secteurs vitaux tels la protection sociale, l'éducation, la santé ou encore la lutte contre les incendies. Puisque l'Etat s'endette pour assainir la banque, les coupes budgétaires qui affectent l'Etat providence sont décrétées incontournables pour combler le déficit occasionné. Voilà le piège de la dette que nous voulons dénoncer.

BFA-Bankia, par ailleurs, critiqué pour avoir d'anciens membres actifs du Parti Populaire dans ses organes de direction [1], notamment depuis l'ancienne Caja Madrid maintenant engloutie dans BFA, représente un cas d'école qui mêle politiciens et banquiers au service de la finance.

### **BFA, la bad bank de Bankia**

Dans la foulée de l'éclatement de la bulle immobilière, la restructuration du secteur bancaire a fait passer le nombre de caisses d'épargne de 45 à une quinzaine début 2011. En conséquence, outre des fermetures de succursales et des licenciements, le capital s'est concentré entre les mains d'énormes entités se voulant « *too big to fail* » (« trop grandes pour tomber »). Seules deux petites caisses échappent à la fusion : Caixa Ontinyent et Caixa Pollença.

BFA (Banco Financiero y de Ahorros) naît le 3 décembre 2010 et commence à opérer en janvier 2011. Cette nouvelle entité est le fruit de la fusion de sept caisses d'épargne régionales minées par une bulle immobilière qui n'en finit pas de dévoiler la profondeur de la crise : il s'agit de Caja Madrid et Bancaja qui détiennent la majorité de l'actionnariat (pour 52,06% et 37,70% respectivement), auxquelles se sont jointes La Caja de Canarias (2,45%), Caja de Ávila (2,33%), Caixa Laietana (2,11%), Caja Segovia (2,01%) et Caja Rioja (1,34%). Au-delà de la Banque d'Espagne et des hauts responsables de Bankia, le gouvernement social-libéral de Zapatero porte la responsabilité d'avoir autorisé et encouragé une telle fusion. Fin 2010, le FROB (Fondo de Reestructuración Ordenaria Bancaria) [2], le Fonds public espagnol d'aide au secteur, octroie un prêt de 4,4 milliards d'euros (4 465 millions) à BFA, la maison mère de Bankia, et ouvre ainsi la voie à la nationalisation de la banque. Cette opération avait pour objectif d'assainir les comptes des caisses d'épargne regroupées au sein de la nouvelle entité. Cela se révélera insuffisant.

Signalons par ailleurs que BFA détient des participations dans Concesiones Aeroportuarias (7,86%), Deoleo (9,63%), Desarrollos de Palma (10,38%), Ejido Desarrollos Urbanos (7,34%) Grupo Inmobiliario Ferrocarril (10,17%), Haciendas Marqués de la Concordia (8,47%), IAG (12%) Mercavalor, Sociedad de Valores y Bolsa (10,48%), NH Hoteles (9,22%), Numzaan (7,41%), Mapfre (15%) et Iberdrola (5,27%). [3]

L'exposition des créanciers, principalement dans le secteur bancaire espagnol, accumulaient fin 2011, selon les dires de la Banque d'Espagne, entre 176 et 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques. BFA, qui, à en juger par ses propres comptes, est la plus exposée au secteur immobilier, à hauteur de 37,5 milliards d'euros fin 2011, dont plus de 31 milliards (31 798 millions d'euros) d'actifs immobiliers problématiques (crédits risquant de ne pas être remboursés), clôture sa première année d'exercice avec les plus grosses pertes de l'histoire de la banque espagnole. Après avoir déclaré dégager des bénéfices de 309 millions d'euros en 2011 sous la gestion Rodrigo Rato, BFA a annoncé un solde négatif de 439 millions, avant de finalement reconnaître, une fois l'ex dirigeant du FMI parti, avoir cumulé 3,3 milliards d'euros de pertes en 2011 (3 318 millions). Si l'on ajoute les pertes occasionnées par la dépréciation du titre en bourse, cette somme dépasserait les 7 milliards d'euros (7 263 millions). [4] Le choc est d'autant plus important que Zapatero et la Banque d'Espagne avaient vivement incité de nombreuses entreprises de l'Ibex 35 à acheter ses actions pour près de 3 milliards d'investissement. [5]

Cette gestion désastreuse de la banque n'empêcha pas son président directeur, Rodrigo Rato, d'empocher 2,34 millions d'euros de salaire fixe, ni à Francisco Verdú, son conseiller délégué, d'être rémunéré 1,57 millions en 2011 [6] (arrivé en cours d'année, il ne percevra pas la totalité de sa rétribution annuelle de 2,26 millions). Jose Luis Olivas, vice-président de Bankia avant de démissionner, et toujours président de Bancaja, a perçu 1,62 millions d'euros en 2011. Enfin, José Manuel Fernández Noriella, qui a remplacé Olivas, a quant à lui touché 725 000 euros cette même année 2011. Ce ne sont là que les rémunérations fixes, qui ne tiennent donc pas compte

d'éventuelles rémunérations variables ou de celles perçues en tant qu'administrateurs d'autres entreprises.

Des sommes colossales ont donc été distribuées avant que la banque ne demande des fonds publics pour se remettre à flot. En février 2012, une nouvelle loi [7] plafonne les salaires des cadres dirigeants d'entités ayant reçu de l'argent de l'Etat à 600 000 euros de rémunération fixe. Une mesure insuffisante et bien trop tardive si l'on considère que les membres du conseil d'administration de BFA, qui a reçu 4 465 millions d'aides publiques à travers le FROB, se sont réparti, entre janvier et novembre 2011, plus de 9 millions d'euros [8]. Il faut d'urgence privatiser les pertes en faisant payer les responsables qui en ont bien profité et non les socialiser comme le fait le gouvernement ; il est, en effet, plus que temps de replacer le secteur bancaire sous contrôle public sans pour autant que l'Etat ne prenne en charge le coût de l'opération. Ce sont les grands actionnaires qui doivent en assumer les frais et les dirigeants doivent être poursuivis en justice afin de déterminer leurs responsabilités dans la débâcle.

### **Rodrigo Rato s'offre un parachute doré avant le krach de Bankia**

Bankia sort en bourse le 20 juillet 2011. L'ex-ministre de l'économie et vice-président économique de José María Aznar lorsqu'il œuvrait au gonflement de la bulle immobilière, ancien directeur du FMI et président de Bankia, Rodrigo Rato, sonne alors fièrement la cloche à l'ouverture de la bourse de Madrid pour l'occasion. L'action vaut 3,75 euros et tout va pour le mieux dans le monde de la finance dérégulée qui jouit d'un nouveau produit sur lequel parier. Le 7 mai 2012, l'action s'échange à 2,37 euros (soit un plongeon de 37% en 10 mois) et, comme au FMI en 2007, Rodrigo Rato présente sa démission avant la fin de son mandat. Il sera remplacé deux jours plus tard (le 9 mai) par José Ignacio Goirigolzarri sur les conseils de Rato lui-même, qui le signale comme « *la meilleure personne en ce moment pour diriger ce projet* ». Arturo Fernández, vice-président de la CEOE (équivalent du MEDEF français) et conseiller de Bankia, affirmait alors que « *le travail de Rodrigo Rato a été exemplaire* » [9].

### **Le scandale Goirigolzarri**

Avant de reprendre le contrôle de Bankia, José Ignacio Goirigolzarri a, entre autres, occupé le poste de vice-président de Repsol (avril 2002- avril 2003) et Telefónica (avril 2000 - avril 2003) où il siégeait au conseil d'administration jusqu'en 2003, tout en poursuivant sa longue carrière (30 ans) au sein de la deuxième banque espagnole BBVA, où il percevait près de 4,6 millions d'euros par an (salaire fixe et rémunération variable). Il a aussi été conseiller de BBVA-Bancomer (Mexique), Citic Bank (Chine) et de CIFH (Hong Kong) durant cette période. En septembre 2009, en plein débat international sur la limitation des salaires et bonus, il quitte son poste auprès de BBVA avec une retraite anticipée de près de 3 millions d'euros bruts par an. Alors que la crise se répandait violemment en Europe, il encaissait d'un coup 68,7 millions d'euros ! [10] Malgré le scandale occasionné, rien ne change au sein de la banque : deux ans plus tard, en 2011, Francisco González, président de BBVA, et Ángel Cano, conseiller délégué, ont perçu une rémunération totale de 4,9 millions d'euros et 3,6 millions respectivement. Cette année-là, le comité de direction a reçu au total, 9,35 millions d'euros de rémunération fixe et 14,2 millions de rémunération variable. [11]

### **Nationalisation de la *bad bank***

A peine aux commandes de Bankia, Goirigolzarri propose la prise de contrôle de BFA par l'Etat. Le gouvernement répond aussitôt qu'il apportera le capital nécessaire à l'assainissement et contrôlera 100% de BFA. Cette entité détenant alors plus de 45% de participation dans Bankia, l'Etat en devient son actionnaire majoritaire et, par la même occasion, entre au capital des sociétés dont BFA est aussi actionnaire.

Ainsi, quelques jours après la démission de Rodrigo Rato, le FROB décide de transformer les 4,4 milliards d'euros injectés fin 2010 sous forme d'actions préférentielles convertibles à 5 ans (« participaciones preferentes convertibles ») en simples actions. En effet, comme nous explique Mikel Barba : « *Ces actions préférentielles sont soumises à un intérêt et doivent être rachetées par [BFA] sur une période de cinq ans. Dans le cas où l'entité n'est pas en mesure de rendre l'argent apporté sur cinq ans, les actions préférentielles se transforment en actions, l'Etat devenant alors propriétaire de tout ou partie de la société. (...) Le FROB reconnaît qu'il ne récupérera pas les sommes placées dans BFA sous forme d'actions préférentielles convertibles sous cinq ans, et décide par conséquent de les convertir en capital. De créancier, il devient propriétaire de l'entreprise.* » [12]

Le 25 mai, après que l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé la dégradation de la note de Bankia et de quatre autres banques espagnoles au rang d'investissement spéculatif, la cotation des titres de Bankia est suspendue alors que son conseil d'administration tente de déterminer le montant de la nouvelle aide nécessaire. BFA-Bankia, qui avait déjà reçu 4,4 milliards d'argent public du FROB, demande finalement 19 milliards d'euros supplémentaires à l'Etat. Cela marque de fait la plus grande opération de sauvetage du secteur financier de l'histoire espagnole. La nationalisation de la banque au bord de la faillite vient ainsi s'ajouter à la longue liste de celles déjà réalisées depuis le début de la crise, tant en Espagne (Catalunya Caixa, NovaGalicia, Banco de Valencia, sans compter les autres entités ayant perçu des injections d'argent telles Caja Castilla La Mancha, Cajasur, ou la CAM) qu'ailleurs. À titre d'exemple, la franco-belgo-luxembourgeoise Dexia a été sauvée de la faillite à deux reprises et l'opération a déjà coûté 18 milliards d'euros aux contribuables [13].

Mariano Rajoy a assuré que le sauvetage de Bankia n'aurait 'aucun impact' sur le déficit public du pays, qu'il s'était engagé à réduire de 8,9 % à 5,3 % du PIB cette année 2012 [14]. Pourtant rien n'est moins sûr et durant les 5 premiers mois de l'année 2012 (janvier à mai), le déficit de l'Etat a déjà atteint 3,4 %, en augmentation de 30,6% par rapport à la même période de l'année antérieure.

Pendant ce temps, la chute du titre Bankia se poursuit. Le 20 juin 2012, le cours s'est effondré à près de 80 centimes d'euros, soit une perte de 80% depuis sa sortie en bourse. Même l'annonce par l'Euro groupe le 9 juin 2012 de l'injection pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros - bien au-delà des 37 milliards d'euros estimés nécessaires par le FMI [15] et des 62 milliards des consultants Oliver Wyman et Roland Berger - n'a pas bénéficié à Bankia qui est la seule entité financière de l'Ibex 35 à avoir enregistré une chute de sa capitalisation boursière depuis cette date jusqu'au 30 juin. Le titre a perdu 9,80% durant cette courte période, alors que toutes les autres banques enregistraient des gains suite à l'euphorie provoquée par l'annonce du sauvetage. [16] Le 17 juillet, le titre tombait à 0,59 euros, son minimum, avant de remonter en août à l'approche d'une injection imminente de capital européen, dont Bankia serait le premier bénéficiaire. La sortie en bourse est un fiasco supporté par les petits investisseurs qui voient leurs placements réduits à néant - les plus gros, informés, ayant fuit la débâcle.

Dans un texte écrit en 2010 [17], David Hall affirmait que la crise financière et économique est le résultat de prêts insoutenables et de la création de formes complexes de dettes par les banques. Depuis l'effondrement en septembre 2008 de Lehman Brothers, les Etats-Unis et d'autres gouvernements ont décidé, après des décennies de privatisation, de sauver les banques en les nationalisant ou en injectant du capital pour les rendre solvables. Qu'on ne s'y méprenne, l'Etat reste, en général, en dehors de la gestion, qui reste aux mains des banquiers. Il ne s'agit pas d'une faiblesse du capitalisme, mais au contraire d'une manœuvre pour le renforcer en socialisant les pertes, avant de privatiser de nouveau l'établissement dès que l'assainissement l'aura rendu viable. Le FMI décrit cela comme « *un transfert de risque sans précédent du privé au secteur public* ». [18]

## Notes

[1] Voir la liste détaillée :

<http://www.diarioelaguijon.com/noticia/2098/DENUNCIA-CIUDADANA/Las-redes-sociales-denunci-an-la-lista-de-familiares-y-miembros-del-PP-colocados-en-Bankia.html>

[2] La constitution du FROB, approuvée par le Parlement le 8 juin 2009 et concrétisée par le décret royal du 26 juin de la même année (Real decreto-ley 9/2009), vise à venir en aide aux banques fragilisées par leur exposition au secteur immobilier et sinistrées depuis l'explosion de la bulle en 2008. Le Fonds public d'aide au secteur financier (FROB) contrôle aujourd'hui NovaGalicia, CatalunyaCaixa, Banco de Valencia et Bankia. Son capital de 9 milliards d'euros provenant du budget de l'Etat s'épuise fin 2011, d'où l'intérêt suscité par le « sauvetage » européen face à l'ampleur des sommes nécessaires.

[3] <http://www.elmundo.es/elmundo/2012/05/09/economia/1336577121.html>

[4] <http://www.elconfidencial.com/economia/2012/05/28/bfa-eleva-a-7263-millones-sus-perdidas-en-2011-las-mayores-de-la-historia-de-la-banca-98908/> et Reuters, 29 mai 2012, <http://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRPAE84S02120120529>

[5] “Bankia y el fiasco de la política”, El País, 1<sup>er</sup> juillet 2012.

[6] El País, 7 mai 2012,

[http://economia.elpais.com/economia/2012/05/07/actualidad/1336412114\\_356055.html](http://economia.elpais.com/economia/2012/05/07/actualidad/1336412114_356055.html)

[7] Real Decreto-ley 2/2012, de 3 de febrero, de saneamiento del sector financiero. Título IV, <http://www.boe.es/boe/dias/2012/02/04/pdfs/BOE-A-2012-1674.pdf>

[8] <http://www.elconfidencial.com/economia/2012/02/16/bfabankia-reparte-9-millones-entre-sus-consejeros-antes-de-la-limitacion-de-salario-92727/>

[9] « el trabajo de Rodrigo Rato ha sido ejemplar »

Dans « La situación de Bankia no es tan desesperada », ABC Punto Radio, 08/05/2012,

<http://www.abc.es/20120507/economia/abci-bankia-situacion-desesperada-201205072233.html>

[10] “Goirigolzarri, el ejecutivo de la pensión millonaria en el BBVA”, El País, 7 mai 2012,

[http://economia.elpais.com/economia/2012/05/07/actualidad/1336396158\\_000163.html](http://economia.elpais.com/economia/2012/05/07/actualidad/1336396158_000163.html) ;

[http://elpais.com/diario/2009/10/01/economia/1254348005\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2009/10/01/economia/1254348005_850215.html)

[11] [http://economia.elpais.com/economia/2012/02/10/actualidad/1328863666\\_274271.html](http://economia.elpais.com/economia/2012/02/10/actualidad/1328863666_274271.html)

[12] Lire Mikel Barba, El caso Bankia o las cinco maniobras de una gran estafa,  
<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=149845>

[13] Le CADTM Belgique et ATTAC ont introduit le 23 décembre 2011 un recours devant le Conseil d'État belge afin d'annuler l'arrêté royal du 18 octobre 2011 octroyant une garantie d'État de 54,45 milliards d'euros à certains emprunts de Dexia, soit l'équivalent de 15% du Produit Intérieur Brut (PIB) de la Belgique. Lire :  
<http://cadtm.org/Resume-du-recours-Dexia-intente>

[14] Ceci avant que Bruxelles, voyant cet objectif irréalisable, n'accorde une année de répit portant à 2014 au lieu de 2013 l'objectif d'un déficit sous les 3% du PIB. Reuters, 7 juillet 2012.

[15] « Le FMI appelle à un filet de sécurité crédible pour les banques espagnoles », Les Echos, 9 juin 2012.

[16] "Todas las entidades financieras que cotizan en el Ibex 35, salvo Bankia, han registrado importantes ganancias en Bolsa desde que el pasado 9 de junio el Eurogrupo brindó a España hasta 100.000 millones para sanear el sector. (...) Bankia ha sido la única entidad que cotiza en el Ibex 35 que ha registrado pérdidas en este periodo, al caer un 9,80%." Bankia, incapaz de sumarse a la euforia del rescate financiero, 30 juin 2012,  
<http://www.intereconomia.com/noticias-negocios/claves/bankia-incapaz-sumarse-euforia-rescate-financiero-20120630>

[17] David Hall, PSIRU, University of Greenwich, p.11, Why we need public spending, octobre 2010.

[18] Ibidem et FMI, Global Financial Stability Report, juillet 2009,  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fmu/eng/2009/02/index.htm>